



PROJET

PLU Espinasse-Vozelle

Modification de Droit Commun n°2

Prescrite par Arrêté du président n°2022-04 en date du 4 avril 2022

Auto-évaluation – Cas par Cas

Introduction

La commune d'Espinasse-Vozelle est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil communautaire en date du 13/12/2018. Dans le cadre d'une modification de droit commun, prescrite le 4 avril 2022, elle souhaite apporter un certain nombre de modifications à son PLU.

Les modifications apportées au PLU actuel sont les suivantes :

Modification n°1 :

La modification n°1 vise à autoriser les constructions d'annexes et d'extensions pour les habitations existantes au sein de la zone NP. Ces autorisations seront conditionnées à des règles strictes d'implantation, de hauteur ou d'emprise au sol.

Modification n°2 :

La modification n°2 va permettre l'actualisation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone A ou N.

Modification n°3 :

La modification n°3 vise à modifier l'OAP existante en prolongeant la voie de desserte en direction de la RD215 (parcelles C77 et C78).

Modification n°4 :

La modification n°4 a pour objectif de modifier les règles concernant les clôtures en dissociant les clôtures donnant sur les voies et emprises publiques et donnant sur les limites séparatives.

Modification n°5 :

La modification n°5 vise à revoir les règles de création de place de parking et notamment pour limiter le nombre maximum de places par logement.

Modification n°6 :

La modification n°6 consiste en une actualisation du règlement et notamment des parties concernant les dispositions générales. Sont ainsi apportées au règlement les modifications suivantes :

- Actualisation des destinations/sous-destinations ;
- Déplacement de la partie concernant les permis de démolir dans les dispositions générales ;
- Modification des règles concernant les affouillements et exhaussement de sol ;
- Ajout de définitions au lexique concernant les habitations légères de loisirs, les résidences mobiles de loisirs et les caravanes ;

- Modification des règles concernant les périmètres de réciprocité liés au monde agricole.

Modification n°7 :

La modification n°7 vise à modifier les règles de volumétrie et d'implantation des constructions dans les zones urbaines pour gagner en homogénéité et simplicité d'instruction. Le règlement sera ainsi modifié :

- Prévoir des exceptions pour les constructions existantes ;
- Revoir l'implantation des constructions par rapport aux limites des voies et emprises publiques ;
- Revoir l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ;
- Revoir les règles d'implantation des constructions par rapport aux autres constructions ;
- Revoir les règles de hauteur.

Modification n°8 :

La modification n°8 a pour objectif de permettre le développement de l'agriculture en milieu urbain. Le règlement sera ainsi modifié :

- Autorisation des exploitations agricoles sous condition dans l'objectif de permettre le maraichage.
- Autorisation des gîtes dans une certaine limite de nombre.

Modification n°9 :

La modification n°9 vise à prendre en compte le règlement lié aux eaux pluviales élaboré par Vichy Communauté.

- La réglementation liée à la gestion des eaux pluviales a été modifiée.

Modification n°10 :

La modification n°10 vise à prendre en compte la nouvelle réglementation thermique 2020 dans le périmètre de performance énergétique renforcée (articles L151-21 et R151-42°2 du Code de l'Urbanisme).

Modification n°11 :

La modification n°11 vise à assouplir la réglementation liée à la végétalisation des parcelles et notamment dans les zones les plus denses.

- La végétalisation des parcelles va donc être modifiée.

Modification n°12 :

Cette modification a pour objectif d'augmenter les possibilités pour les annexes et extensions en zone A et N.

Modification n°13 :

Cette modification va permettre la création d'un emplacement réservé sur une parcelle d'environ 4800m². Elle sera destinée à la création d'une nouvelle caserne de pompier.

Incidences potentielles sur l'environnement

Le projet affecte-t-il significativement un site Natura 2000 ?

Modification n°1	Aucune Zone Natura 2000 n'est présente sur le territoire ni à proximité de la commune. Les modifications envisagées n'ont donc aucune incidence.
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle des incidences sur les milieux naturels et la biodiversité ?

Modification n°1	Le nombre de constructions autorisées en zone NP sera augmenté. Toutefois, ces nouvelles constructions seront limitées en nombre et en surface et leur implantation sera strictement encadrée. De plus, le nombre d'habitations à l'intérieur de cette zone étant limité, l'impact global sur les milieux naturels et la biodiversité seront très faibles.
Modification n°2	Cette modification n'a pas d'incidence sur les milieux naturels ou la biodiversité.
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	Les règles de végétalisation des parcelles en zone urbaine vont être modifiées. Ainsi, les prescriptions vont se baser sur les espaces non bâtis et non plus la parcelle dans son ensemble. Cette modification vise à densifier d'autant plus les espaces urbains et donc à limiter la pression sur les espaces agricoles ou naturels.
Modification n°12	La surface des annexes et extensions en zone A et N a été augmentée passant de 30 à 40m². Toutefois, le nombre d'habitations à l'intérieur de cette zone étant limité, l'impact global sur les milieux naturels et la biodiversité seront très faibles.
Modification n°13	La caserne de pompier actuellement présente sur la commune n'est plus adaptée au service et aux matériels aujourd'hui attendus pour cet équipement. Ainsi, la construction d'une nouvelle caserne aux normes actuelles est donc à l'étude sur la commune et plus précisément sur la parcelle voisine au centre de secours existant. Bien que l'emplacement réservé n'a aucune incidence sur les milieux naturels ou la biodiversité, le futur projet de caserne de pompier sera considéré comme de la consommation d'espace.

La procédure a-t-elle pour effet une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers ?

Modification n°1	
------------------	--

Modification n°2	Les modifications envisagées n'entraînent aucune consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	Bien que l'emplacement réservé n'est pas considéré comme de la consommation d'espace (aucun changement de zone), le futur projet de caserne de pompier sera considéré comme de la consommation d'espace.

La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ? (Quel type de zone humide ?)

Modification n°1	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur les zones humides recensées sur le territoire.
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle pour objet de permettre des extensions, annexes et piscine en zone agricole ou naturelle ?

Modification n°1	Le nombre de constructions autorisées en zone NP sera augmenté. Toutefois, ces nouvelles constructions seront limitées en nombre et en surface et leur implantation sera strictement encadrée. De plus, le nombre d'habitations à l'intérieur de cette zone étant limité (une dizaine de constructions), l'impact global sur la zone agricole ou naturelle sera faible.
Modification n°2	Les modifications envisagées n'entraînent aucune incidence sur la zone agricole ou naturelle.
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	La surface des annexes et extensions en zone A et N a été augmentée passant de 30 à 40m². Toutefois, le nombre d'habitations à l'intérieur de cette zone étant limité, l'impact global sur les milieux naturels et la biodiversité sera très faible.
Modification n°13	Les modifications envisagées n'entraînent aucune incidence sur la zone agricole ou naturelle.

La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

Modification n°1	Seules des extensions ou des annexes sont autorisées dans les zones concernées. Ainsi, la pression sur l'eau potable ne sera pas accentuée par ces modifications.
Modification n°2	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur l'eau potable.
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	

Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	<i>Seules des extensions ou des annexes sont autorisées dans les zones concernées. Ainsi, la pression sur l'eau potable ne sera pas accentuée par ces modifications.</i>
Modification n°13	<i>Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur l'eau potable.</i>

La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

Modification n°1	<i>Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur la gestion des eaux pluviales.</i>
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	<i>La modification vise à prendre en compte le nouveau règlement lié aux eaux pluviales et établi à l'échelle de Vichy Communauté. Ce nouveau règlement a pour objectif d'uniformiser la gestion des eaux pluviales pour la rendre plus efficace.</i>
Modification n°10	<i>Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur la gestion des eaux pluviales.</i>
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

Modification n°1	<i>Les modifications envisagées ont pour objectif de permettre la réalisation d'annexes ou d'extensions. Ainsi, ces modifications ne vont pas permettre la réalisation de nouvelle construction et donc ne vont pas augmenter la pression sur le système d'assainissement.</i>
Modification n°2	

Modification n°3	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur l'assainissement.
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	Les modifications envisagées ont pour objectif de permettre la réalisation d'annexes ou d'extensions. Ainsi, ces modifications ne vont pas permettre la réalisation de nouvelle construction et donc ne vont pas augmenter la pression sur le système d'assainissement.
Modification n°13	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur l'assainissement.

La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

Modification n°1	Le nombre de constructions autorisées en zone NP sera augmenté. Toutefois, ces nouvelles constructions seront limitées en nombre et en surface et leur implantation sera strictement encadrée. De plus, ces évolutions sont autorisées sous réserve de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Enfin, le nombre d'habitations à l'intérieur de cette zone étant limité (une dizaine de constructions), l'impact global sur le paysage ou le patrimoine bâti sera faible.
Modification n°2	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur le paysage ou le patrimoine bâti.
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	

Modification n°12	La surface des annexes et extensions en zone A et N a été augmentée passant de 30 à 40m². Toutefois, le nombre d'habitations à l'intérieur de cette zone étant limité, l'impact global sur le paysage ou le patrimoine bâti sera très faible.
Modification n°13	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur le paysage ou le patrimoine bâti.

La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?

Modification n°1	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur les sols pollués ou sur les déchets.
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et les nuisances ?

Modification n°1	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur les risques et les nuisances.
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	

Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?

Modification n°1	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur l'air, l'énergie, le climat.
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle une influence sur la forme urbaine, sur la dispersion ou la concentration des polluants atmosphériques (exemple : rues en canyon) ? La procédure a-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?

Modification n°1	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur la thématique en question.
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	

Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle une influence sur l'implantation d'établissements sensibles (établissements de garde d'enfants, d'enseignement, de santé) aux abords d'une source de pollution (le long d'une infrastructure ou à proximité de zone d'activité émettrices de pollution, etc.) ? La procédure a-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?

Modification n°1	Les modifications envisagées n'ont aucune incidence sur la thématique en question.
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle une influence sur l'exposition de la population ? A-t-elle pour effet d'améliorer (réduction du nombre de personnes exposées) ou d'aggraver la situation ?

Modification n°1	Les modifications envisagées n'ont pas pour effet d'aggraver l'exposition de la population.
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	

Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

La procédure a-t-elle une influence sur la mobilité ? A-t-elle pour effet d'améliorer ou d'aggraver la situation ?

Modification n°1	<p>Les modifications envisagées n'ont pas pour effet d'aggraver la mobilité de la population.</p>
Modification n°2	
Modification n°3	
Modification n°4	
Modification n°5	
Modification n°6	
Modification n°7	
Modification n°8	
Modification n°9	
Modification n°10	
Modification n°11	
Modification n°12	
Modification n°13	

Conclusion

Pour conclure, au vu des modifications envisagées par cette procédure de modification de droit commun et des incidences présentées ci-dessus, la Communauté d'Agglomération Vichy Communauté estime qu'il n'est pas nécessaire d'actualiser l'évaluation environnementale initialement réalisée pour le dossier de PLU de la Commune de Espinasse-Vozelle.